

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE

4 octobre 2007

N° 1997

1,22 €

Réactions à l'opération
policière de la semaine passée

**Referendum
le 25 octobre 2008**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Plus rien ne sera jamais comme avant

ALEA jacta est, le sort en est jeté. Le Lehendakari a franchi son Rubicon avec sa proposition du 28 septembre devant le Parlement autonome basque. Que voilà de la belle mécanique politique. Tout y est: la mise au rancart des préalables uniquement destinés à maintenir le statu quo, le calendrier, les procédures selon les différents scénarii, la définition des règles du jeu, la garantie des règles démocratiques, les doubles détenteurs, les offres et les échéances. Juan José Ibarretxe veut sortir de l'imbroglie politique basque. Il donne le coup d'envoi d'un processus et annonce qu'il sera dans l'arsenal démocratique des peuples une arme capitale: le referendum, dont il fixe la date au 25 octobre 2008. En faisant s'exprimer directement la volonté du peuple, dans un contexte bien particulier, il prend appui sur lui. Il ne s'agit pas comme en Suisse ou dans l'Etat du Colorado d'interroger les électeurs sur la vivisection (1989) ou l'accueil des Jeux olympiques d'hiver (1972). En Pays Basque, le referendum s'inscrit bien dans la longue marche vers la souveraineté. L'ensemble met chacune des parties en présence face à ses responsabilités.

Pour l'instant, les adversaires en sont réduits à hurler avec les loups. Ils sont pris de court, n'ont aucune alternative à proposer et ressassent les vieilles recettes qui ont fait faillite depuis près de trente ans. Curieusement, les Espagnols en s'opposant au referendum, s'avouent battus d'avance. Ils pourraient répondre banco ou hordago. Si les abertzale perdaient cette consultation comme hier les Québécois, nos revendications seraient enterrées pour quelques décennies. Mais non, c'est d'abord le niet ancestral du Jacobin espagnol qui est mis en avant, au nom de toutes les arguties possibles et imaginables: l'Etat de droit, ETA, la démocratie, la Constitution, l'indépendantisme radical, la paix, la division du pays, l'humanisme, la sidérurgie, le roi, le chantage, le pluralisme, la maladie mentale, l'île de Malte, le messianisme visionnaire, Josu Jon Imaz, etc. Et pour couronner le tout, une armée de brillants juristes, gardiens du temple intégriste, font mine d'ignorer la relativité des normes juridiques.

La démarche du Lehendakari arrive après la tentative de Lizarra-Garazi conduite par le binôme ETA-PNV, puis celle du plan Ibarretxe stoppé net par les Cortés, enfin la dernière négociation conduite par ETA-gouvernement es-

pagnol. Le chef du gouvernement basque qui a négocié durant ses années de vice-présidence des bribes d'un statut d'autonomie déjà accordé, a pris la mesure de tout gouvernement espagnol qu'il soit de droite ou de gauche. Il sait aujourd'hui que le Pays Basque a soif de solutions politiques, que la lutte armée n'a plus la même légitimité qu'il y a vingt-cinq ans, y compris dans ses propres rangs et que l'Espagne, dans le fond, s'accommode assez bien d'un «terrorisme» de basse intensité qui sert les intérêts immédiats de ses politiciens. Dans les rapports anthropophagiques qu'entretiennent les langues ou les peuples entre eux, seules valent les institutions secrétées par les nations pour garantir leur avenir et tisser des relations équitables. En ce domaine, il y a peu à attendre de nos adversaires. Pour sortir du labyrinthe et éviter le Minotaure, il incombe donc aux institutions basques de mettre en œuvre les solutions et les procédures nécessaires. Le président du gouvernement autonome prend le taureau par les cornes.

Soucieux d'exprimer le sentiment profond de l'opinion publique basque et d'être en phase avec elle pour sortir la tête haute d'un conflit historique, Juan José Ibarretxe entame une démarche évidemment risquée, mais à coup sûr longuement mûrie et préparée avec sondages préalables et experts en tout genre. Nous sommes ici loin de l'improvisation et des anathèmes d'hier. Mais bien malin qui pourrait en prévoir le résultat. L'Espagne pourrait bien négocier et retarder l'échéance en lâchant quelques compétences symboliques. Si le referendum a lieu avec son accord, sa portée politique s'en trouvera réduite. La consultation banalisée ressemblera à celle qui entérina en 1979 le statut d'autonomie actuel. Gageons qu'il n'en sera rien.

Souvent mis en œuvre pour sceller le destin et les institutions d'un peuple, le referendum donne à celui-ci le dernier mot. Dans le combat qui est le nôtre, il restitue au politique tout son poids, sa primauté face à la logique de l'affrontement militaire, il s'oppose radicalement au pouvoir dominant. Juan José Ibarretxe crée ainsi les conditions qui font de cette consultation un événement fondateur dans l'histoire des Basques qui s'approchent ainsi de l'âge adulte, deviennent un peu plus dépositaires de leur souveraineté. Après le referendum du 25 octobre 2008, plus rien ne sera jamais comme avant.

Lehendakariaren urrats handiak

JOAN den irailaren 28an, Gasteizko Legebiltzarrean iragan da eztabaida garrantzitsu bat, pentsatzeko baita Euskal Herriko bizi politikoa baldintzatuko duela zenbait urtez. Euskal arazoari aterabide bat emateko «aro historiko berria» ireki nahi izan du Juan Jose Ibarretxe Euskal Autonomia Erkidegoko lehendakariak. Hortarat heltzeko, aipatu duen urratsik garrantzitsuena dateke, 2008ko urriaren 25eko antolatutako gogo duen herri galdaketa.

Erreferendum hori egin aitzin Espainiako gobernuarekin saiatuko da itun bat finkatzen eta galdaketa hortan berretsiko litzateke Gasteizko eta Madrilgo gobernuen arteko akordio hori. Bi gobernuen artean akordiorik ez bada, galdeketa eginen litzateke halarik ere, zuzenbide baliorik gabekoa, zeinetan herritarrei galda bailitzaieke zein bide hartu behar den Euskal Herriak noizbait erdietsi ditzan bakea eta bere zuzenak.

Bide hortako urrats zehatzak ere finkatu ditu lehendakariak. Larri-larria errateko, lau pauso ikusten dira. Lehen urratsa: itun politikoa lortzeko proposamenak eginen dizkio Zapaterori,

hemendik eta datorren urteko ekaina artean. Eskaintza hortan bi puntu nagusi leudeke: batetik, indarkeriari buruz, bertzetik, gizartearen borondatea nola errespetatu.

Bigarren urratsa Eusko Legebiltzarrean eginen da beraz datorren urteko ekainean. Orduan ezohiko bilkura batean, diputatuek erabaki beharko dute Espainiako gobernuarekin lortu itun politikoa berresten duten ala ez. Jaurlaritzaren eta Espainiako gobernuaren artean akordiorik ez bada lortu, eusko legebiltzarrak erabaki beharko luke ea baimena ematen dion egoera lotsagarri huntarik ateratzeko lagungarri izan litekeen kontsulta bat egiteko.

Eusko legebiltzarrak itun politikoa berresten ez badu edo kontsulta baten egitea baimentzen ez badu, datorren udazkeneko hauteskundeetarako deituko luke lehendakariak. Kasu bat ala bertzea izan, herri kontsulta 2008ko urriaren 25ean egitea proposatu du Ibarretxek hirugarren pauso gisa. Lehen kasuan, euskal gizarteak hauta izanen luke itun berria berresteko, balio

(Suite dernière page)

L'agriculture soumise au marché libre

... du refus de Sarko de parler à la presse étrangère lors de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Voilà que Zébulon ou le petit Napoléon, comme l'appellent les chroniqueurs étrangers, prend les gens de haut maintenant!

... que Jean-François Copé, énarque multicarte, député-maire de Meaux et président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, se fasse, en plus, embaucher par un des plus grands cabinets d'avocats parisiens. Copé veut travailler plus pour gagner plus que les 7.500 euros mensuels que ses mandats lui rapportent déjà!

... pas tant que ça, que Denis Gautier-Sauvagnac président de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie, et importante figure du MEDEF, ait subtilisé 5,64 millions d'euros, en liquide, des comptes de l'UIMM. Copé est battu! Chez les potes à Sarko du MEDEF, pas forcément besoin de travailler plus pour gagner plus!

... pas tant que ça, des déclarations tonitruantes contre la création du département Pays Basque faites en Béarn par Hollande, venu tenter de rabibochoer les socialistes palois sur le dos des Basques. Son ex avait dit la même chose lors de sa visite de campagne à Anglet. Ces deux-là ne se disputeront pas pour savoir qui aura la garde du Pays Basque!

... des chaudes embrassades des responsables du PNV sur l'estrade de l'Alderdí Eguna à Foronda dimanche dernier. Tant d'effusions entre Ibarretxe, Imaz, Egibar et Urkullu, on se serait cru dans la cage aux folles!

... de la décision de la FNSEA de faire liste commune avec ELB pour le renouvellement des instances décisionnelles du syndicat de l'AOC Ossau-Iraty, sur la base du cahier des charges élaboré par le syndicat basque. Encore un effort, camarades de la Fédé et on partage bientôt la même Chambre!

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

L'AGRICULTURE est un secteur économique spécifique. Elle est la base de l'alimentation humaine; c'est-à-dire qu'elle est la base de ce qui constitue le premier des droits de l'homme: le droit de se nourrir. Derrière les cotations du blé à Chicago ou le solde agroalimentaire de l'Europe, il y a ce fondement essentiel qui devrait être la référence dans l'élaboration des politiques agricoles, que ce soit au niveau européen



(PAC) ou mondial (OMC). Par ailleurs, l'agriculture est tributaire du climat. Les phénomènes constatés depuis quelques années, et liés au changement climatique (sécheresse à répétition dans plusieurs régions du monde, catastrophes diverses...) rendent la production alimentaire mondiale encore plus vulnérable.

Les exportations agricoles européennes subventionnées constituaient une concurrence déloyale

D'où la nécessité d'organiser la production et les échanges agricoles avec la finalité de nourrir l'Humanité. La PAC mise en place en 1960 s'inscrivait dans cette logique, au moins pour ce qui concernait l'espace européen, à l'époque autosuffisante à 80% en matière agricole. Une politique efficace a été mise en place: prix agricoles garantis concernant les coûts de production, protégés des prix mondiaux plus bas grâce à une taxe à l'importation. La logistique ayant accompagné cet objectif (recherche, développement et formation en matière de techniques de production), les résultats ne se sont pas fait attendre: en deux décennies l'Europe est devenue autosuffisante, puis excédentaire. Les excédents ont été exportés sur les marchés mondiaux avec des subventions de plus en plus importantes pour couvrir le différentiel des prix européens et mondiaux. Cette politique a été de plus en plus contestée par les pays déficitaires

Michel Berhocoirigoin

taires qui considéraient, à juste titre, que les exportations agricoles européennes subventionnées constituaient une concurrence déloyale vis-à-vis de leurs propres paysans et leur objectif d'autosuffisance alimentaire. L'Europe, au lieu de reconnaître aux autres régions du monde le droit de protéger leur agriculture, c'est-à-dire d'appliquer les principes qu'elle même avait adoptés pour son propre développement agricole, a développé et justifié une politique agressive d'exportation. La France, quel que soit le gouvernement en place, a été le fer de lance de cette stratégie, considérant l'agriculture comme le «pétrole vert» ou la «force de frappe verte»!... La situation de crise mondiale actuelle est en grande partie une conséquence de cette stratégie.

Depuis 20 ans, l'agriculture mondiale et européenne est inscrite dans une logique libérale. Au niveau des négociations internationales d'abord, l'agriculture qui était épargnée par le GATT a été inscrite à l'OMC dont l'objectif clairement affiché est la libéralisation totale des échanges. Prenant prétexte sur les subventions à l'exportation qui désorganisent les marchés, la libre circulation est mise en avant comme finalité ultime. A partir de là, tout est condamnable: subventions à l'export bien sûr, mais subventions tout court, et toute forme de protection ou de priorité accordées aux agricultures locales. De part le monde, les productions agricoles doivent se localiser là où leurs coûts de production sont structurellement les plus faibles: c'est le credo de ceux qui mènent la danse à l'OMC. A partir de là, toute intervention sur le marché est à proscrire. La PAC, au cours des réformes successives, a cherché à adapter l'agriculture européenne à cette perspective. Ainsi, les aides agricoles, d'abord liées aux produits, puis aux hectares et aux animaux sont maintenant inscrits dans une logique de découplage, c'est-à-dire qu'elles sont versées aux paysans, qu'ils produisent ou pas! Ces aides sont indexées sur une référence historique: celui qui, les années passées, touchait beaucoup, continue à toucher beaucoup, et les autres, peu. Ce découplage est déjà appliqué à 100% pour le lait de vache, à 75% pour les céréales, à 50% dans d'autres secteurs et à 0% pour la viande bovine. Les pro-

chaines réformes de la PAC nous promettent un découplage généralisé et total pour toutes les productions. La logique qui sous-tend est, d'une part, que les aides n'aient pas d'influence sur les volumes produits (puisque, qu'il y ait production ou pas, les aides sont là) et donc qu'elles ne soient pas condamnées par l'OMC, et d'autre part, que les prix des produits agricoles soient indexés sur le marché: s'il y a pénurie, les prix montent; s'il y a excédent, les prix baissent; le marché est sensé être le meilleur régulateur!

En argumentant sur la hausse des prix agricoles, certains plaident la suppression définitive des aides agricoles

Le résultat, on le connaît. La conjonction de trois phénomènes: le fait que certains producteurs aient cessé de produire (puisque'ils touchent quand même les aides), le détournement d'une partie des céréales pour faire des agrocarburants (dont le scandaleux «bio» éthanol) et les catastrophes climatiques de par le monde ont fait chuter la production laitière et céréalière entraînant d'une année sur l'autre, l'augmentation des prix des céréales de 50 à 100%! Les céréales, toutes espèces confondues, étant la base de l'alimentation humaine mondiale, le résultat se traduit par une augmentation dramatique de la famine. Le droit de se nourrir dépend du marché... Constatant la «dynamique» du marché, les producteurs ayant les plus fortes capacités de production vont appuyer sur l'accélérateur et nous nous retrouverons demain sur une situation excédentaire qui fera chuter les prix, éliminant les paysans les plus vulnérables, avant de se retrouver à nouveau dans un contexte déficitaire... Et ainsi de suite...

Toute politique digne de ce nom est d'intervenir sur les marchés, parce que, livrés à eux-mêmes, ils sont sensés être fous et destructeurs; en agriculture, la politique consiste à abandonner toute intervention sur les marchés! Des rendez-vous importants sont programmés à la PAC (2008-2013). Certains profiteront pour enfoncer encore plus le clou du libéralisme: en argumentant sur la hausse des prix agricoles, ils plaident la suppression définitive des aides agricoles. D'autres, dont les structures dans lesquelles nous sommes impliquées, plaident pour une autre politique agricole inscrite dans le concept de souveraineté alimentaire pour tous les peuples du monde.

L'euskara, une langue de musées ?

LE Conseil des organismes sociaux de l'euskara, Kontseilua, a réalisé une étude portant sur la situation de l'euskara dans les musées du Pays Basque parmi lesquels 5 musées du Pays Basque Nord: Le Musée Bonnat, le Musée Basque, Asiatica, le Musée de la mer, et le Musée de Basse-Navarre et des chemins de St Jacques. «*Les musées du Pays Basque Nord ont encore beaucoup à faire pour offrir un service en euskara aux visiteurs bascophones, mais certains d'entre eux ont pris quelques mesures en faveur de l'euskara*», a déclaré Iñaki Lasa, responsable du domaine politique de Kontseilua. Kontseilua a conclu que les musées du Pays Basque Nord doivent continuer à faire des efforts en faveur de l'euskara. «*A titre d'exemple citons Asiatica qui propose un guide écrit en euskara, ou le Musée basque qui affiche des explications en euskara, ou encore le Musée de la mer dont le site Internet peut être consulté en euskara et qui propose un audio guide en euskara*», ont précisé les responsables de Kontseilua.

Kontseilua a réalisé cette étude dans 19 musées de tout le Pays Basque. Ainsi, si nous comparons les musées du Pays Basque Nord et Sud, ceux du Nord ont beaucoup plus de travail à faire. Les

musées ayant obtenu le plus grand nombre de points se situent au Gipuzkoa, ainsi, c'est le Musée du moyen-âge de Segura qui a obtenu la meilleure note, (21 points sur 30), ainsi que les musées Guggenheim en Bizkaia, Zumakalarregi en Gipuzkoa, l'espace Kutxa et le Mu-



Au Guggenheim, l'euskara tient toute sa place

sée naval de Donosti avec 18 points. Mais nous trouvons également des musées qui n'ont pas obtenu un seul point, comme le Musée Bonnat et le Musée des Sciences de l'Université de Navarre.

Voici les conclusions de l'étude

Dans 63% des musées étudiés l'accueil a été fait en euskara, mais dans 7 cas le service en euskara n'a pas été assuré.

Nous trouvons 22% des plaquettes qu'en français ou castillan.

Plus de la moitié des tickets d'entrée sont uniquement en français ou en castillan, ou privilégient ces langues.

Dans 47% des informations de base l'euskara apparaît de manière équilibrée. Seulement 6 musées proposent des

visites guidées en euskara.

Cette étude a porté sur différents points: les ressources humaines (accueil, vente de tickets, guides), l'espace (signalétique d'entrée, de sortie, signalétique interne comme les toilettes, titres des œuvres d'art...), les plaquettes gratuites des musées, présentant le musée, une exposition temporaire...

La revue «Kontseilutik»

Kontseilua a créé la revue «Kontseilutik» l'année dernière dans le but de publier des études spécifiques portant sur l'usage de l'euskara. «*La revue est un outil qui a pour objectif d'impulser la normalisation de l'euskara dans différents secteurs*», ont déclaré les responsables de Kontseilua.

Le premier numéro de la revue faisait état d'une étude portant sur la présence de l'euskara dans les étiquettes de yaourts. Kontseilua avait pu ainsi mettre en évidence que la présence de l'euskara était très restreinte dans ce type de produits. A la suite de ce constat, certains producteurs de yaourts ont ajouté l'euskara dans leurs produits.

«*C'est précisément notre objectif, d'impulser, d'agir pour garantir la présence de l'euskara*».

Le Conseil des prud'hommes de Bayonne s'élève contre une éventuelle suppression de la juridiction du Pays Basque

LE gouvernement a récemment initié une réforme de la carte judiciaire. Les contours de cette réforme sont évoqués dans le discours prononcé par le Garde des sceaux Madame Rachida Dati, le 27 juin 2007, à l'occasion du comité consultatif de la carte judiciaire.

Plusieurs schémas d'organisation sont envisagés, qui peuvent avoir des conséquences sur les conseils des prud'hommes. Parmi ces propositions, la possibilité de mise en place de tribunaux départementaux et de sections délocalisées ne manque pas d'inquiéter les conseillers et fonctionnaires du

conseil de Bayonne.

Notre conseil peut se prévaloir d'une activité intense. En 2006 il a enregistré 705 saisines et 769 affaires ont été évacuées. Au-delà du quantitatif, il convient de souligner la qualité du travail accompli: en 2005, seuls 39% des jugements de fond ont été frappés d'appel et sur 75 arrêts rendus, 47 (62%) confirment tout ou partie des jugements rendus en première instance. Le département des Pyrénées-Atlantiques se caractérise par l'existence de deux grands bassins d'emploi, éloignés l'un de l'autre par plus de 100 kilomètres. L'histoire a marqué ce

territoire d'une bipolarisation incontestable et sa partie ouest connaît un développement économique constant. Une suppression de notre juridiction ne serait pas le gage d'une meilleure organisation de la Justice ni d'une rationalisation des coûts. Les contraintes liées la multiplication des déplacements de tous les acteurs au procès entraîneront de facto des coûts importants mais aussi des prises de risque et des conséquences environnementales à ne pas négliger.

Il est par conséquent indispensable de pérenniser l'existence de notre conseil et de continuer d'assurer à nos concitoyens une justice de qualité à proximité de leur lieu de vie. Enfin, l'accès au droit passe incontestablement par l'efficacité de l'accueil et du conseil que nous travaillons constamment à améliorer.

Les conseillers du CPH de Bayonne, réunis ce jour en assemblée générale:

- demandent à Madame la Garde des sceaux de prendre en compte les réalités économiques et géographiques de notre région;
- revendiquent le maintien de leur juridiction dans l'intégralité de ses compétences.

Bayonne, le 5 septembre 2007

Basaburuko Saskia donne rendez-vous le 7 octobre

Dix ans d'expérience reliant producteurs et consommateurs

EN 1997, quatre fermes du même quartier Basaburu d'Ixassou se réunissent pour vendre ensemble leurs produits auprès de consommateurs soucieux de la qualité de leur alimentation; «*saskia*», parce que les produits du quartier sont livrés dans une corbeille traditionnelle qu'en basque on nomme «*saski*»...

Petit à petit, le réseau s'étend en développant un mode de commercialisation original et innovant, répondant à

une double attente des consommateurs: un service, une qualité de produits... Les producteurs du saski proposent et livrent des assortiments de paniers de légumes de saison, fromages de brebis, produits laitiers, volailles, viande de veau, bœuf, porc, mouton, agneaux, confitures, conserves, etc. Les clients de Basaburu, 200 familles, passent commande par téléphone ou internet et reçoivent à domicile des produits frais cueillis à

maturité juste avant la livraison.

Le programme

● **Samedi 6 octobre.** Après-midi les fermes ouvrent leurs portes aux clients du réseau avec au programme, visite des fermes entre 14h 30 heures et 18 heures ...

● **Dimanche 7 octobre.** 10h dans la salle communale Sanoki d'Ixassou: Table ronde - débat autour du thème: la relation directe du producteur, au

consommateur.

Débat animé par Ivan Levaï.

Intervenants:

● **Michel Berhocoirigoin**, président d'Euskal Herriko Laborantxa Ganbarrara.

● **Gilbert Dalla Rosa**, vice-président de Slow Food France.

● **Périco Légasse**, critique gastronomique, rédacteur en chef à Marianne.

Pour tout contact: appeler Christian Aguerre au 06 83 44 33 92.

4 témoignages sur une autre façon de se mobiliser

C'est à nous de faire, le monde que nous voulons

Mobilisations contre la guerre en Irak en 2002 et création d'EHka en 2003 :
deux moyens complémentaires pour faire un autre monde!

EHka, le Cola équitable d'ici, Baso Berria ou le verre réutilisable et enfin Ekiondo, le projet des carburants végétaux ont déjà été évoqués dans Alda! Ces projets ont tous une "origine" commune : la nécessité de construire une "alternative" ou une "offre" quotidienne et durable à la suite des réflexions menées en 2002 lors des mobilisations populaires contre la guerre en Irak.

Alda! présente l'interview de quelques acteurs qui ont collaboré dans différentes phases de ces projets afin de mettre en lumière quelques éléments clés de ce passage de la manifestation "ponctuelle" à l'action "permanente".

De la mobilisation ponctuelle en 2002...

Nicolas Ducoulombier (membre d'Alternatiba) : L'action ponctuelle correspond à un problème particulier. On réalise souvent une manifestation ponctuelle pour s'opposer à quelque chose de précis. En fait à partir de là il y a un besoin de faire la transcription au quotidien de cette contestation. Autrement dit, il faut essayer de s'organiser dans la vie quotidienne avec des pratiques qui ne posent plus le type de problème qu'on critique lors de manifestations.

Gilles Barnebougle (membre d'Alternatiba) : Cette transcription au quotidien a pour but de rendre la contestation encore plus concrète, réalisable et pratique et de la même façon durable !



"S'opposer, c'est nécessaire, mais pas suffisant. Le fait de monter un projet alternatif portant nos valeurs, c'est une forme de manifestation complémentaire et durable !"
(Nicola Ducoulombier)



"Passer d'une simple idée au projet, rendre le projet économiquement viable, et toujours porteur de valeurs... c'est un travail passionnant qu'il faut entreprendre sur la durée!"
(Florent Lapègue)

Pascal "Skual" Mulet (présent en 2002) : La guerre en Irak avait et a pour vraie raison la logique de domination économique poussée par l'impérialisme états-unien. Par la manifestation on s'opposait à une des conséquences concrètes de ce système : la guerre. Or ce système qui produit la guerre... en tant que consommateur on l'alimente ! Dans les faits, une mobilisation ponctuelle via la manifestation ne semblait pas être une réponse suffisante à un système alimenté au quotidien par tous les citoyens. Etant nous-mêmes -en tant que consommateurs- partie intégrante de ce système, on s'est posé la question de savoir comment on pouvait au quotidien le soutenir le moins possible.

Gilles : Le but était de participer le moins possible à ce système, bref de réduire notre collaboration en n'ayant pas à devenir ascète pour autant.

Florent Lapègue (membre d'Alterka) : Issu du monde des gaztetze, lorsque les mobilisations contre la guerre en Irak ont débuté, l'échange d'expérience et le travail en réseau avec d'autres

gaztetze (du Nord et du Sud) m'ont beaucoup aidés. En effet après avoir identifié les vrais motifs de la guerre on a commencé une campagne de conscientisation pendant les mobilisations pour montrer qu'on était tous consommateurs de pétrole... et acteur de cette guerre.

Skual : A l'époque Coca cola avait financé la Campagne de Bush. Coca correspondait à toute cette uniformisation culturelle et domination économique. Enfin, des pratiques de cette multinationale étaient suspectes (mystérieuses disparitions de syndicalistes en Amérique Latine, etc.). Bref c'était LE symbole. Mais on a vite remarqué que dans tous les domaines de la vie des alternatives pouvaient être travaillées.

... à la création d'alternatives fonctionnant au quotidien :

Florent : En fait on a remarqué que la campagne de boycott du Coca Cola était vouée à l'échec de par les moyens mis en place par ces entreprises pour rendre leurs produits plus accessibles que l'eau dans certaines régions du monde ! Au même moment, on a aussi eu vent de l'existence du Cola breton. L'un issu d'une initiative poussée par les acteurs de la culture locale et l'autre par celui du commerce équitable. C'est comme ça qu'on est passé d'une logique de dénonciation et d'information à une logique de nouvelle offre en créant et proposant EHka cola (un produit du commerce équitable).



“Konturatu naizelarik eguneroko ekintzetan, zapaltzen gaituen erraldoiari laguntza guttiago ekartzen ahal geniola... erabakia hartu dut militantzian sartzea!”
(Gilles Barneboughe)

Nicolas : De la même façon, par la suite sont nés les projets Ekiondo (production et utilisation locale de l'huile végétale pure en substitution de carburants), les verres recyclables (Baso Berri), la promotion du tri-sélectif, etc. La création d'un magazine servant à mettre en valeur des pratiques alternatives d'ici ou d'ailleurs nous a permis de multiplier le nombre de projets.

En quelques mots, qu'est-ce qui fait passer de l'action "ponctuelle" à la pratique "quotidienne" ou construction permanente ?

Skual : Ça peut être le besoin qu'on ressent d'adopter une attitude qui complète les insuffisances de la mobilisation ponctuelle. Et quand on passe à cette nouvelle phase, c'est l'excitation de la création d'une alternative qui prend le dessus...

Nicolas : Comme on a souvent l'impression que s'opposer c'est nécessaire mais insuffisant... le fait de monter un projet alternatif c'est une manifestation complémentaire.

Gilles : On passe d'une phase d'idées à un projet concret, facile d'accès pour tout un chacun. On a l'impression que l'opposition s'achève lorsque la Guerre débute. Alors que la construction mobilise les forces de façon plus durable et nous permet de mettre en avant des valeurs de solidarité.

Skual : Une des références qui nous a marqués était un pamphlet écrit par Etienne de la Boétie en 1548 (alors qu'il était âgé de 18 ans). C'était le "Discours de la Servitude Volontaire".

Nicolas : En fait, la Boétie explique que si nous ne soutenons pas le monstre il est à la même taille que tout le monde, voir plus petit ! Cela nous a encore plus encouragés à ne pas soutenir ce qui ne correspond pas à notre idéal !

Florent : Quand on a remarqué que par notre mode de consommation nous renforçons nous aussi un modèle économique on a pensé à mettre en place à notre échelle une alternative durable. On s'est mis à imaginer dans l'avenir ce que serait l'offre de Cola équitable d'ici. Et quand on veut réfléchir sur les 20 années à venir, l'observation des expériences des 20 dernières années est d'une grande utilité pour connaître les réussites ou les échecs des différents projets alternatifs créés à l'époque, pour se mettre en contact avec d'autres acteurs faisant vivre des projets du même genre.



“Alternatiba eta Alterkak alternatiba batzu eskaintzen dituzte. Guri da, kontsumitzaileoi, eskaintza hoi en bizi araztea.”
(Pascal Mulet)

Quels ont été les premiers résultats de cette autre forme de mobilisation ?

Gilles : J'étais contre la Guerre en Irak, mais pas mobilisé dans les manifestations. Quand j'ai connu le projet EHka j'ai vu qu'on pouvait se mobiliser "pour ne pas alimenter le géant ou le "tyran", dans ce cas Coca-Cola. Là, je me suis dit "on peut y arriver" et cela m'a motivé à m'impliquer à mon tour ! Cette autre forme de mobilisation m'a permis de voir petit à petit une autre forme de consommation être adoptée : une consommation équitable, locale et durable.

Skual : Tous ces événements nous ont fait réfléchir sur les différentes façons de consommer. On a

ainsi pu remarquer qu'on peut tendre vers cet autre monde par des actes de consommation de la vie de tous les jours. Alternatiba et Alterka mettent des alternatives en place, mais c'est à nous, consommateurs, de les faire vivre.

Nicolas : L'alternative au quotidien fait réfléchir les utilisateurs et c'est un grand moteur pour les animateurs du projet. On a commencé avec des petits objectifs. Les verres ont été testés à petite échelle, cela permettait de visualiser les premiers résultats et penser aux moyens de toucher plus de personnes via un festival, etc. On ne règle pas tous les problèmes mais on contribue à faire prendre conscience via la pratique au quotidien. On apporte une réponse concrète au problème du tri avec ces verres.

Florent : Quand on rentre dans la phase de concrétisation du projet alternatif (définition d'EHka kola, création de la SCOP, apprentissage du métier de la production), on remarque que d'autres acteurs ou militants autour de nous s'animent et jugent le

projet de plus en plus crédible... Le fait de rentrer dans le milieu économique nous a permis aussi de trouver un public réceptif qui n'était pas touché par le milieu associatif.

Extrait du "Discours de la Servitude Volontaire"

"(...)Ce maître n'a pourtant que deux yeux, deux mains, un corps, et rien de plus que n'a le dernier des habitants du nombre infini de nos villes. Ce qu'il a de plus, ce sont les moyens que vous lui fournissez pour vous détruire. D'où tire-t-il tous ces yeux qui vous épient, si ce n'est de vous ? Comment a-t-il tant de mains pour vous frapper, s'il ne vous les emprunte ? Les pieds dont il foule vos cités ne sont-ils pas aussi les vôtres ? A-t-il pouvoir sur vous, qui ne soit de vous-mêmes ? Comment oserait-il vous assaillir, s'il n'était d'intelligence avec vous ?(...)"

Le texte intégral est disponible sur le net.

Alternatiba, mise en place d'alternatives économiques locales visant le développement durable

- ✓ 2003 : lancement du projet EHKA devenu SCOP.
- ✓ 2005 : lancement Ekiondo, achat d'une presse à huile végétale pure.
- ✓ 2006 : lancement du Basoberri.
- ✓ 2007 : 47 000 verres loués lors de 70 événements (EHZ, La Ruée, Lurrama, Fêtes de Bayonne) soit 188 000 gobelets économisés.
- ✓ 2008 : Recrutement d'une permanente et développement auprès des Comités des Fêtes et Clubs sportifs.

Alterka, c'est :

- ✓ Une société de distribution de boissons issues du commerce équitable, de productions locales et/ou bio.
- ✓ Une SCOP (Société coopérative de production), soit une société commerciale dont les salariés-coopérateurs sont associés majoritaires de l'entreprise dont ils détiennent au moins 51 % du capital et 65 % des droits de vote.
- ✓ Un emploi créé au Pays Basque.
- ✓ Plus de 300 clients (associations, bars, etc.) répertoriés
- ✓ Une participation régulière à différents Festivals ou EHka se retrouve comme le seul cola offert à un public pouvant être de plus de 10 000 personnes par jour de festival.



Ajo "zuazankatra"?

Ztarras Ringarria

Hara, aste huntan berria agertu da!

2009tik goiti, frantses estatuko matrikula plakek departamenduen identifikazioa aukerakoa ukanen dute!

Hots, eredu berria honelakoa izanen da: AB-123-CD!

Ministerioko adituen arabera, 5 urtez, 2009 eta 2014a artean auto guziek eredu berri hori jarraitzen dituzten plakak ukanen dituzte!

"Ai, ai, ai..." diozue doaikabe... "Zer gertatuko ote da "zuazankatr" zenbaki famatuari esker trumilka kamiseta saltzen dituen enpresarekin!?"

Delako adituek kontuan hartu dute "auto gidariek duten lurraldeekilako lotura"! Hara nola, nahiko dutenek, beren matrikula plakaren eskuineko partean, gehitzen ahalko dute tokiko identifikazio bat: edo gaur egungo departamenduaren zenbakia... edo eskualdeko logotipo ofiziala.

"Bai, baina posibilitate horrek ez du ez segurtatuko departamenduko zenbaki "mitikoaren" geroa!?" pentsatuko duzue!

Afera da, aste huntan ere agertu dela iritzi-zundaketa bat zeinek erakusten digun frantsesen %64ak pena duela departamenduen zenbakiaren desagertzeaz matrikula-plaken eredu berrian.

Ulertuko duzuen bezala, datu horren interesa ez da nihundik ere "zuazankatraren" salmenten gan ukaiten ahal dituen ondorioei lotua! Apentziarik ere!

Datu horrek erakusten digu departamendu batek baduela oraino bere balio erreferentzial bat jendeentzat. Departamendu batek, podere edo ahalmen gutti baditu ere... gaur egun jendeek oraino nolabaiteko garrantzia lotzen dute kuadro administratibo horri! Hots departamedu batek nortasun baten erreferentzia marko papera badu.

Zundaketa horrek ez badu "zuazankatraren" geroa finkatzen... hasteko eta bat Bateraren argumentazioa laguntzen du!

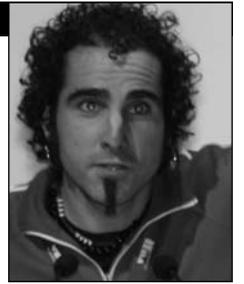


IGOR EIZAGIRRE

ELAko Oarso-Bidasoa eskualdeko arduraduna

Avant la fin (Mémoires)

**Testament spirituel du physicien et philosophe argentin
Ernesto Sabato, ce livre permet de mieux comprendre et
faire sentir vers où mène le néo-libéralisme.**



Jendartearen egoeraren aurkezpena

"Ernesto Sabato fisiko, filosofo eta idazlearen berri ukan dut Hego Amerika-ra nere lehen bidaia egiteko unean.

Idazle horren lanek garrantzia handia dutenez kontinente erdi horren burruka sozialen ulertzeko, haren "Antes del fin - Memorias" liburua irakurtzea erabaki dut bidaiaren preparatzeko.

Hego Amerika bisitatu eta argi eta garbi agertu zait han gertatzen ari dena molde batean eredu garri dela Europarentzat. Edo azken finean, Europak, Hego Ameriketako jendarte mailan agertzen diren desoreken bidea hartzen duela. 1911an sortutako idazle argentinarraren testamendu moduko liburu hori lagungarria da neoliberalismoaren ondorioak ulertzeko, "Antes del fin" liburuan, Hego Amerikako errealitatea ezker-tiar marxista ikuspuntutik argiki aurkezten baitu. Kapitalismoaren desmasiak erakutsiak dira molde gordinen. Eta horrez gain, jendarte mailan agertzen diren ezberdintasunen jatorriak ere aurkeztuak dira.

Liburu baten indarra

Neretzat, bi molde ezberdinetako bidaia, bata bisita modukoa eta bestea irakurketaren bidezkoa, oso baliagarria izan da.

Sabatoren liburuak erakutsi dit sozial demokraziak gure jendartea zeri buruz eramaiten ahal duen. Neo-liberalismoak

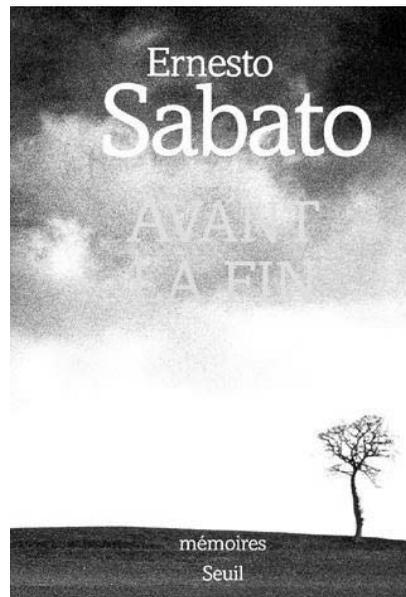
erabat izkutatzen duen alde bortitzari ez badiogu arreta emaiten eta aurre egiten, Ernesto Sabatok zer ondorio latzak lortzen ari garen argi eta garbi aurkezten digu. Hots neo-liberalismoa molde sibilinoan aurrera badabil ere haren errealitate gordina eta gogorra sendi arazteko eta arbuizatzeko lagungarria dugu "Antes del fin" liburua.

Formakuntzarako tresna

Gaur egun, sindikalgintzan jendarte ereduari buruz gogoetak eta formakuntzak antolatzean Ernesto Sabatoren lanak lagungarri ditut. Kontuan hartuz enpresa haundi eta instituzioen propagandak saldu nahi digun ilusio faltsua, "Antes del fin" liburuak laguntzen nau gure eguneroko arazo batzu sistema ekonomiko orokor baten ondorio logiko bezala ikusten, ulertzen bai eta ere aurkezten.

Irakurtzearen garrantzia

Azkenik, militante gazte eta abertzalea naizenez, azpimarratzekoa da Euskal Herriko 80 hamarkadako egoerari buruz (zuzenean ezagutu edo bizi izan ez dudana hamarkadari buruz) irakurketek egin didaten ekarpena. Durangoko azokak eman dit parada garai haiei buruzko liburuaren ezagutzeko. Irakurketa horiei esker, 80 hamarkadako giro politikoaren ezagutza sakondu dut molde ezin hobean."



Réflexion sur la nature du capitalisme contemporain

"La question humaine"

"Sélection", "unités", "rendement"... une phraséologie déshumanisante permet de traiter l'humain comme une simple unité de production, valide ou non.

Paris, gaur egun: Simon, 40 urte, psikologo bezala ari da SC Farb enpresako giza baliabideen departamenduan. Enpresa hori petrokimika arloan ari da, eta alemaniako multinazionala baten filiala da. Simon langile hautapen lanetan ari da. Egun batez Karl Rose-k, SC Farb-eko ko-zuzendariak Simon-i galdegiten dio konfiantzazko inkesta baten egitea Mathias Just zuzendari orokorrari buruz, eta zehazki haren egoera psikologikoari buruz. Simon-ek Rose-en galdeari ezin du ezezkoa eman eta ber denboran ez du nahi Just-ekin arazorik ukan. Misio hori onartzen du zin eginez bere buruari inkesta diskreta bat eginen duela txosten ahal bezain neutroa itzuliz... Baina laster, gizon baten itzaleko partean murgilduz, Simon-ek bere alde ilunak eza gutzen ditu. Gaur egungo europako alde eta memoria ilun eta beldurgarrien ispilu...

Transformer l'autre en déchet

D'après l'ouvrage de François Emmanuel La Question Humaine (Editions Stock, 2000), est un film que nous avons découvert au Festival de Cannes, dans La Quinzaine des réalisateurs et qui nous a laissé de profonds échos, peut-



être parce que, comme le dit Nicolas Klotz, ce film est "troublant parce qu'il s'interroge sur "nous", sur ceux qui font marcher la machine.". Il ajoute : "Quand l'Histoire s'infiltre peu à peu dans le cerveau de Simon, quand il découvre la langue de l'extermination, celle qui lui revient, insidieusement, par en dessous, depuis la guerre, alors peu à peu il hallucine sur sa fonction dans le système libéral et

bouleversé s'interroge : suis-je un fasciste d'aujourd'hui, quand mon travail consiste à éliminer, à liquider, à dégraisser, à transformer l'autre en déchet ? "L'autre" qui est-ce ? Celui qui freine la machine, qui est un obstacle à la bonne circulation des capitaux, qui est inefficace. Nous assistons aujourd'hui à cette mutation qui s'accélère."

□

L'Agenda de la Fondation

2 CYCLES DE FORMATION :

Cycle Communication et expression orale :

La Fondation Manu Robles-Arangiz organise dans son local de Bayonne un ikastaldi exceptionnel de formation à la communication. Il s'agit de former ou de perfectionner la capacité de chacun de s'exprimer et de communiquer devant les gens, soit directement (en réunion, devant un public...) ou par le biais d'intermédiaires (devant des médias...). Il n'y a que douze places dans ce stage adressé à toutes les personnes qui dans leur militantisme quotidien ou à venir sentent le besoin d'améliorer leur capacité de communiquer leurs idées ou leur travail.

Les dates fixées sont : vendredi 23 novembre 18h00-22h00, samedi 24 novembre 10h00-13h30 et 15h30-18h00, vendredi 30 novembre 18h00-22h00 et samedi 1^{er} décembre 10h00-13h30 et 15h30-18h00.

L'ikastaldi sera intégralement en euskara. Nous avons besoin de connaître AU PLUS VITE les personnes intéressé(e)s par cet ikastaldi .

Merci de nous contacter au 06 14 99 58 79 où à l'adresse ipar@mrafundazioa.org par retour de mail si vous êtes intéressé(e), même dans le cas où vous n'êtes pas sûr(e)s de pouvoir être libre.

Cycle Histoire du Pays Basque

√ De la préhistoire à la fin de la romanisation : vendredi 7 décembre à 19h00

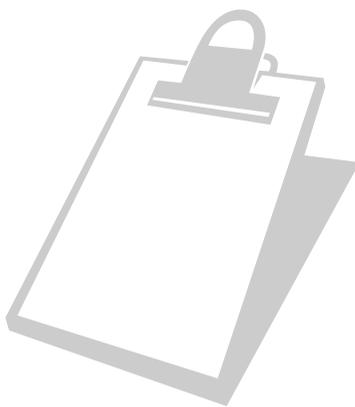
√ Le Royaume de Navarre : samedi 8 décembre à 14h30

√ L'époque moderne : samedi 22 décembre à 10h00

√ L'époque contemporaine : samedi 22 décembre à 14h30

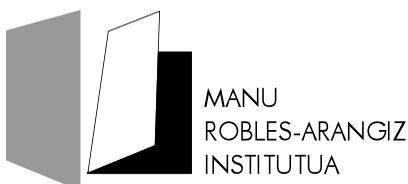
Sessions de deux à trois heures maximum, réservez les dates d'ores et déjà sur votre agenda.

□



Alda!ren bloga :

www.mrafundazioa-alda.org



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Eztigar, la reconnaissance du cidre basque en Iparralde

REFAIRE du sagnarro (cidre) en Iparralde à partir des variétés locales de pommes, voici le défi qu'a voulu relever en 1990 un groupe de réflexion en Pays Basque intérieur en se fixant un double objectif:

- planter et transformer des variétés locales de pommes pour apporter un complément de revenus aux exploitations de montagne.

- permettre, par la transformation et la commercialisation collective, de créer ou de consolider un emploi ou autres.

Dans un premier temps (90 à 92) l'association Sagartzea a recensé les variétés de pommes à cidre puis a sélectionné 7 variétés (anisa ou apez sagarra, mamula, extika, pea-txa, eri sagarra, gordin xuria et ondo motxa) pour son projet de plantation.

16.000 arbres plantés en deux ans

Entre 94 et 96, 16.000 arbres ont été plantés (30 hectares) sur tout le Pays Basque Nord, l'essentiel se trouvant aux alentours d'Hasparren pour la partie Labourd et dans les secteurs d'Oztibarre et Garazi pour la Basse-Navarre.

Créée en 1996, la coopérative Eztigar installée à Saint Just Ibarre s'est occupée de la fabrication du sagnarro, littéralement «vin de pomme», boisson traditionnelle et ancestrale du Pays Basque. Un premier emploi a été créé en juillet 2000. Aujourd'hui la coopérative compte 32 producteurs. Depuis 2006, un petit groupe de coopératives s'est organisé en SARL (SARL Segida Beltxu) et a pris en charge toute la partie transformation et commercialisation des produits (cidre pétillant, cidre brut et jus de pommes).

90.000 bouteilles en 2006

A l'automne 2006, près de 320 tonnes de pommes ont été récoltées chez les coopérateurs. Un peu plus d'un tiers a été transformé à Saint Just Ibarre pour une production de 12.000 litres de jus de pommes, 40.000 bouteilles de cidre pétillant et 50.000 de brut. Les deux autres tiers ont été vendus à un cidrier d'Aztigarraga en Hegoalde. Le sagnarro traditionnel est le brut, cidre sec non sucré. L'assemblage entre pommes amères, douces et acidulées permet d'obtenir ce vin de pomme équilibré, typé et tonique. Il est recommandé pour accompagner



les boissons, la côte de bœuf, les plats épicés au piment d'Espelette ou le fromage de brebis. Très désaltérant et rafraichissant, il devra être servi frais entre 8 et 10 °C en pratiquant le

txotx.

Association Sagartzea - Coopérative Eztigar - SARL Segida Beltxu.
64120 Saint Just Ibarre Tél-fax: 05 59 37 87 12.

Le nouveau cupo 2007-2011

AVEC une validité courant sur dix ans, le gouvernement espagnol et l'exécutif basque ont ratifié un accord sur la part ou «cupo» que Vitoria-Gasteiz verse chaque année à Madrid en contrepartie des compétences que n'assument pas les autorités de la Communauté autonome.

Pièce maîtresse de la souveraineté fiscale dont jouit la Communauté autonome basque (CAV), le Concierto económico (accord économique) donne aux trois diputaciones de ce territoire le pouvoir de fixer et collecter l'ensemble des impôts, directs et indirects (les taux de TVA dépendant toutefois du cadre européen). Reprenant les anciennes traditions forales basques, ce système fiscal est à la base des relations financières entre la CAV et l'Etat espagnol, il figure dans la première disposition additionnelle de la constitution espagnole de 1978. Une loi en 1981 l'a confirmé et il est devenu à durée indéterminée par un accord entre les deux partenaires passé le 6 mars 2002.

En résumé, les diputaciones ou gouvernements propres à chacune des trois provinces basques transfèrent la plus grosse partie de l'impôt collecté

au gouvernement basque, en gardant une partie pour leur propre gestion. Egalement il est prévu qu'elles reversent une part ou «cupo» au gouvernement de Madrid afin de contribuer aux compétences qui restent les siennes: défense, grands équipements, relations extérieures. Cette part est négociée tous les cinq ans et tient compte non seulement des compétences, mais également des transferts entre les administrations (éducation, police, santé notamment).

Discuté depuis des mois, signé le 30 juillet dernier, le nouvel accord est valable pour la période 2007-2011 puisque le précédent était arrivé à terme le 31 décembre 2006. Ce texte établit la méthode pour calculer le cupo et en particulier celui pour l'année en cours qui se montera à 1,565 milliard d'euros (il était de 1,370 milliard pour 2006). Depuis le premier cupo estimé pour 1979, le cupo a été fixé à l'équivalent de 6,24% des dépenses prévues dans le budget de l'Etat espagnol. Pourquoi ce taux? Ce pourcentage est réputé correspondre au poids de l'économie basque dans le produit intérieur brut (PIB) de l'ensemble de l'Espagne.

Encore quelques inconnues

Sil le nouvel accord clarifie les relations financières Gasteiz-Madrid, il ne peut écarter des contentieux avec la Commission européenne de Bruxelles. En effet celle-ci a souvent contesté des dispositions du concierto económico, estimant qu'elles peuvent s'apparenter à des aides d'Etat, contraires au principe de la libre concurrence à la base du traité de Rome de 1957. En

d'autres termes, des territoires formant partie d'un Etat peuvent-ils avoir des normes fiscales distinctes des normes de cet Etat?

De même, d'autres autonomies de l'Etat espagnol ne se sont pas privées d'attaquer en justice les taux fixés en Pays Basque (par exemple pour l'impôt sur les sociétés), les considérant comme des entraves au libre de jeu de la concurrence.

Aussi important que les chiffres, le nouveau système de cupo prévoit des mécanismes de concertation bipartite qui entendent limiter les contentieux traditionnels entre l'Etat espagnol et le gouvernement de Vitoria-Gasteiz. Ainsi une junta arbitrale de six personnes examinera les conflits éventuels, par exemple pour déterminer le domicile fiscal exact des personnes ou des sociétés, et donc le système fiscal auquel elles sont respectivement assujetties. Ce dispositif comme la validité du cupo pour cinq années donne des garanties et une sécurité aux entreprises

pour lesquelles le paysage fiscal est désormais nettement dessiné. Question investissements, amortissements, bénéfiques, les règles peuvent être désormais clairement établies. Dans ce contexte, les députés nationalistes basques devraient voter le budget 2008 de l'Etat espagnol aux Cortès de Madrid. Et l'on peut penser qu'un geste politique similaire aura lieu au Parlement de Gasteiz, cette fois en décembre pour le budget 2008 de la CAV.

Article paru dans le n°109 de La Lettre d'Euskadi

Accord préalable ou pas avec l'Espagne, la Communauté autonome se donne un an pour organiser un premier référendum

Lors de la session de rentrée du Parlement autonome basque, Juan José Ibarretxe a présenté les étapes du processus de consultation du peuple basque qu'il compte mettre en œuvre. Il entend ainsi obtenir le «pouvoir de décision» des citoyens des trois provinces de la Communauté autonome. Ce défi lancé au pouvoir espagnol retranché derrière sa légalité constitutionnelle intangible qui interdit tout référendum sans accord préalable avec Madrid, change la donne politique. Ni le PSOE, ni le PP, ni Batasuna ne proposent d'alternative. Pour les deux premiers, le Lehendakari ne fait que le lit d'ETA. Le troisième exige un référendum sur l'ensemble des sept provinces, la proposition du chef du gouvernement ne serait qu'une réforme du statut d'autonomie actuel.

JUAN José Ibarretxe avance. Il a visiblement tiré les leçons de l'échec de son plan à connotation souverainiste, adopté par le Parlement autonome basque, puis envoyé aux oubliettes par le veto des Cortés. Il a assisté au devenir du nouveau statut catalan, adopté par le Parlement autonome, puis laminé par les Cortés. Il a suivi les négociations entre ETA et le gouvernement espagnol qui se sont achevées sur un enlèvement de première classe et la reprise des hostilités. Il a fait sauter un verrou, celui du préalable d'une trêve de ETA avant l'ouverture de toute négociation institutionnelle. Il a élargi sa capacité d'action en enlevant à ETA un droit de veto qui arrangeait très bien les Espagnols. Il a constaté la logique espagnoliste en œuvre en Navarre où la droite et la gauche s'entendent comme larrons en foire afin d'écarteler les abertzales du pouvoir et bloquer toute perspective d'évolution institutionnelle entre les quatre provinces

de Hegoalde. Il a balayé les obstacles propres à son parti, le PNV, en rejetant la «transversalité» chère à son ex-dirigeant aujourd'hui écarté, et qui de fait, accordait à un parti espagnol le droit de veto. Sans attendre que le Parti nationaliste basque élise un nouveau leader, il présente le 28 septembre devant l'assemblée de députés qui l'a élu, un impressionnant calendrier qui doit aboutir à ce l'on appelle dans le jargon politique de Hegoalde l'exercice du pouvoir de décision de la société basque. Ce qu'un Charles de Gaulle aurait appelé le droit d'un peuple à disposer de lui-même.

Deux référendums en perspective

Tout d'abord, Juan José Ibarretxe propose au gouvernement de Madrid, avant juin 2008, un pacte «entre Euskadi et l'Espagne» qui reconnaîtra le respect de la volonté majoritaire des citoyens basques et devra être avalisé par un référendum (1). Le pacte précisera comment le respect de cette volonté majoritaire s'exercera, s'incarnera dans l'ordre juridique. Il jettera les bases d'un accord permettant de mettre fin à la violence. En cas d'échec, le Lehendakari organisera le 25 octobre 2008 —29^{ème} anniversaire du référendum qui approuva le statut actuel— un référendum pour ouvrir la porte à la négociation politique d'un nouvel accord qui devra être sanctionné par un deuxième re-

ser un référendum de ratification. Si le Parlement refuse, Ibarretxe s'engage à dissoudre l'assemblée et à organiser des élections à l'automne 2008.

Avec ou sans l'accord du gouvernement espagnol, il y aura donc référendum en octobre. Pour Juan José

basque et sur le cadre de ses relations tant intérieures qu'extérieures qu'elles entendent mettre en œuvre. Le résultat sera ensuite entériné par le second référendum de 2010.

Dans l'immédiat, le gouvernement basque met un point final à un premier dossier élaboré avec l'aide



Ibarretxe, une consultation demandant aux citoyens s'ils sont d'accord ou non pour ouvrir un processus de négociation en cas d'échec de celle-ci avec Madrid durant les premiers mois de 2008, aura une portée politique, sociale et démocratique considérable. Elle permettra d'aborder une solution au conflit basque et la fin de la violence. Les électeurs basques enverront ainsi un double mandat à leurs dirigeants. Le pre-

d'experts internationaux, il sera remis au Parlement courant octobre.

«Constit, Constit, Constit...»

Hormis les formations qui soutiennent le gouvernement autonome, les autres partis politiques n'ont pas pris en compte la nouvelle donne, ils en restent pour le moment à un rejet brutal et stérile. Patxi Lopez du PSOE assure que la consultation référendaire est «une absurdité condamnée à l'échec», il affirme sa foi en la «transversalité». José Luis Rodríguez Zapatero, entre deux conversations avec Vladimir Poutine sur les bords de la Mer Noire, assure que rien ne va se faire «hors du respect de la Constitution, des lois et de l'Etat de droit». La porte-parole du gouvernement Maria Teresa Fernandez de la Vega répète «en sautant comme un cabri»: «Constit, Constit, Constit...»

«Après mille assassinats, Ibarretxe donne raison à ETA, il lui apporte de l'oxygène», enchaîne la présidente du PP en Pays Basque Maria San Gil, toujours très nuancée. «Le Lehendakari parie sur un mini-Etat tombant dans la pauvreté économique», ajoute-t-elle, en faisant mine d'ignorer qu'Euskadi atteint aujourd'hui un taux 4% de croissance économique annuelle à faire pâlir d'envie Nicolas Sarkozy et un revenu par tête d'habitant de 28% au-dessus de la moyenne européenne.

Le critère de la majorité

Le PNV, EA, EB et Aralar sont favorables à l'initiative politique du prési-



Juan Jose Ibarretxe le regard tourné vers l'avenir

férendum à caractère résolutoire durant la deuxième moitié de l'année 2010.

Si le premier scénario est un succès, l'assemblée plénière du Parlement autonome basque se réunira en juin 2008 pour avaliser le pacte signé avec l'Etat espagnol et organi-

mier au gouvernement espagnol et à ETA, afin qu'ils entament sérieusement un dialogue sur le fond. Le second demandera aux formations politiques d'entamer une négociation avec un objectif: parvenir dans un certain délai à un accord sur l'exercice du pouvoir de décision du peuple



Autonomie basque Referendum

dent de la Communauté autonome. Le député EA Unai Ziarreta rappelle à ceux qui critiquent «la fuite en avant, la fracture, la division fatale se profilant à l'horizon», que «la démocratie, c'est d'abord le respect du critère de la majorité». Quant à Aintzane Ezenarro, députée d'Aralar, elle aimerait bien avoir des précisions sur la façon dont le Lehendakari va s'y prendre concrètement pour organiser un referendum en bravant l'interdit espagnol. Visiblement, Juan José Ibarretxe n'a pas encore abattu toutes ses cartes.

Enfin Batasuna ne semble pas avoir pris la mesure du séisme politique en train de se produire ou demeure interdit face à une dynamique qui lui échappe. Nekane Erauskin, porte-parole d'EHAK au Parlement autonome, se contente de faire dans la surenchère un peu facile. Le referendum doit s'adresser à l'ensemble d'«Euskal Herria comprenant l'Alava, la Biscaye, le Guipuzcoa, la Navarre et Iparralde». La consultation d'Ibarretxe «sera basée sur la réforme du statut de Gernika» et n'aura pour but que «d'obtenir un nouveau pacte avec l'Etat. (...) Nous nous opposerons à des consultations qui ne cherchent pas à résoudre le conflit politique».

Québec, Ecosse, Flandres

Trois modèles étrangers apportent de l'eau au moulin de Juan José Ibarretxe. Le scénario québécois tout d'abord où la Cour suprême canadienne a finalement accepté que si une majorité claire se prononce en faveur d'un processus souverainiste, l'Etat fédéral sera obligé d'ouvrir une négociation bilatérale sur les termes de la séparation. Le scénario écossais ensuite où le premier ministre indépendantiste Alex Salmond annonce pour 2010 un referendum qui permettra de négocier une rupture civilisée avec Londres, l'Ecosse souveraine demeurant sous l'autorité symbolique de la reine d'Angleterre. La crise que rencontre l'Etat belge, incapable depuis plusieurs mois de se doter d'un gouvernement, conforte les Flamands dans leur combat séculaire en faveur de la partition. Les élections législatives espagnoles de mars prochain, même si leur incidence est minime en Euskal Herri, donneront la température sur l'état de l'opinion basque et l'avenir de l'opération politique qui vient de prendre son envol.

(1) «Ce terme désigne l'instrument de démocratie semi-directe par lequel le corps des citoyens est appelé à exprimer, par une votation populaire, son avis ou sa volonté à l'égard d'une mesure qu'une autre autorité a prise ou envisage de prendre. Etymologiquement, le mot referendum fait appel à la notion de ratification (ad referendum) et suggère un point de rencontre entre une institution représentative, qui propose, et le peuple souverain, qui dispose» (Dictionnaire constitutionnel de Olivier Duhamel et Yves Mény, PUF, 1992).

Pourquoi cette spectaculaire opération policière ?

Surprise, le 24 septembre au petit matin dans le centre de Saint Jean Pied de Port, deux cents gendarmes, dont certains cagoulés, les juges d'instruction anti-terroristes Laurence Le Vert et Marie-Antoinette Houyvet s'étaient invitées au traditionnel marché du lundi à Garazi. Les nombreux passants, découvrant les caméras des journalistes, dont beaucoup d'espagnols, ont même cru au tournage d'une série TV. Les objectifs visés étaient en fait les militants locaux et, sur la place, le bar Kalaka, rendez-vous des abertzale, ainsi que le local voisin des jeunes de Segi.

OFFICIELLEMENT, l'opération faisait suite aux attentats subis par le complexe hôtelier Ostape de Bidarray, dirigé à l'époque par Alain Ducasse, dont le dernier en juin 2006, avait conduit à l'incarcération d'un des employés. Les interpellations et les perquisitions ont eu lieu à Garazi, Baiona, Izpura, Anhaize et Ezterenzubi. Quinze personnes ont été placées en garde à vue, dont six Basques, citoyens espagnols. Le ministre espagnol de l'Intérieur et la presse ibérique se sont félicités de ces arrestations de ces personnes hébergées chez des amis, mais présentées comme ayant un lien avec la kale borroka.

Des manifestations de protestation ont réunis le 24 au soir 200 personnes à Bayonne, 100 à Garazi, 80 à Osses. Alors que l'opération policière se poursuivait par des perquisitions, parfois renouvelées, au bar Kalaka et aux sièges de Segi à Bayonne et Saint Jean Pied de Port, le comité Askatasuna donnait les informations que les autorités s'obstinaient à cacher. Tenant devant le bar associatif une conféren-

ce de presse publique, Askatasuna, accompagné des personnes libérées, nous apprenait le déroulement des interpellations et le contenu des gardes à vue. Pour entrer chez Mixel Barretxe à Ezterenzubi, les gendarmes ont forcé la porte au moyen d'un explosif! Ils ont brisé la fenêtre pour accéder à la maison de Mixel Queihellalt à Ispoure, alors que la porte n'était pas verrouillée... Mixel et sa compagne —censée pourtant ne pas être concernée— ont été dénudés et menottés pendant la perquisition. Cedric Garay a été arrêté à l'hôpital de Bayonne où sa femme venait d'accoucher. Joan Bidart, gérant du Kalaka, venait, lui, d'être opéré. Armes au poing, les gendarmes ont fait irruption chez le couple Ageda Goikoetxea-Xabier Perez Susperregi devant leur enfant en bas âge. Chez Maider Agerre, ils ont d'abord demandé où vivait Ihintza Oxandabarratz, et quand ils ont découvert Oskar Biskai, ils l'ont embarqué pour une vérification d'identité de 36 heures... et ont confisqué chez lui son ordinateur, des papiers de l'ikastola où travaille sa compagne,

ainsi que des papiers et des comptes d'une association.

A Saint Jean Pied de Port, ont eu lieu trois autres arrestations: celles de Yves Sallaberri, de Pantxo Flores et de sa compagne Karine Leboucher, emmenée à la gendarmerie avec son bébé d'un mois et demi. D'Osses, où il vit et où il travaille, Urtzi Garcia sera transféré en prison, comme Gorka Betoleta, pour lesquels les Espagnols ont lancé une demande d'extradition. Sont finalement incarcérés le vendredi 28 septembre Mixel Barretxe, Cedric Garay et Joan Bidart, en attendant d'être déferés à Paris.

D'après les témoignages recueillis, les enquêteurs n'ont fait que de brèves allusions à l'affaire d'Ostape, au cours de toutes ces gardes à vue. Ce qui laisse supposer d'autres objectifs que celui avancé initialement.

Le 29, à Saint Jean Pied de Port, une manifestation visant à dénoncer cette «opération de communication» a réuni, autour des partis abertzale et à l'appel d'Askatasuna, plus d'un millier de personnes, dont de nombreuses familles. Les policiers ont été conspués.

Réaction d'Abertzaleen Batasuna

ABERTZALEEN BATASUNA souhaite réagir à la vague d'arrestations qui a eu lieu en début de semaine au Pays Basque Nord. Les élections législatives s'étant produites en juin, juste avant les vacances, on pouvait attendre les mois de septembre-octobre pour avoir une idée de ce que le nouvel exécutif réservait en matière de gestion des affaires basques. AB l'avait déclaré la semaine dernière par conférence de presse, les principaux enjeux de la rentrée se situent dans la réponse aux grandes questions de société posées par la population de ce territoire: consultation sur la question du département Pays Basque, développement

de la chambre d'agriculture du Pays Basque Laborantza Ganbara, nature et ampleur de l'action de l'Office public de la langue basque, aménagement du territoire et en particulier infrastructures routières, problème du logement et du foncier. Et bien sûr à une plus grande échelle, l'évolution du processus de résolution du conflit basque appelle les efforts de toutes les parties.

En guise de première réponse, c'est donc une véritable raffe qui constitue le signe fort envoyé à la population, une pure et simple provocation. Le signe qui tend à faire entendre que toute tentative de faire évoluer les choses, aussi pacifique et constructive soit-elle, ne sera vouée qu'à une ré-

ponse répressive de Paris. AB l'avait prédit sur le terrain du logement: l'inertie des pouvoirs publics entraînerait tôt ou tard une réponse violente. On la constate aujourd'hui. Les mêmes logiques risquent désormais de se généraliser si cette politique toute «sarkozienne» pousse ce pays à la radicalisation. AB tient à rappeler la leçon de Nelson Mandela lorsque celui-ci déclarait que ce n'est pas la minorité qui choisit son mode d'action, c'est le pouvoir qui l'y pousse. AB demande à l'Etat français de ne pas entraver le débat démocratique en Pays Basque, et de libérer les personnes concernées par la dernière opération de police.

■ **Nouvel attentat d'ETA.** Une déflagration impressionnante s'est fait entendre le 26 septembre à une heure et demi du matin au centre de Zarauz. En réalité, une charge inférieure à cinq kilos d'explosifs avait été fixée sur le mur du commissariat de la ertzaintza. Les dégâts se sont limités à la zone du garage et des

vestiaires, ainsi qu'à des bris de vitres alentour. Il n'y avait pas eu auparavant d'appel téléphonique avertissant les autorités. Il s'agissait d'un nouvel attentat d'ETA, dont l'ertzaintza est devenu «cible prioritaire» selon le ministre basque de l'Intérieur, Javier Balza.

■ **Doublement raciste.** Des inscrip-

tions ont été découvertes dans la nuit du 24 au 25 septembre sur le bar Euskalduna de Mauléon. A proximité, une bonbonne de gaz pouvant servir d'engin explosif. Tout ça par la faute d'un client mécontent, rapidement interpellé. Le tag s'adressait à la gérante d'origine africaine: «Case-toi, sale noire!».



Tout ou rien ?

NOUS le savons mais nous n'arrivons pas à nous y faire: la nation basque ne doit rien attendre des Etats espagnol et français. Normalement bien sûr. Je ne cite l'Etat français que par principe: ici au Nord la cause est entendue depuis l'Edit d'union de Louis XIII en 1620. A moins de miracle. Au Sud par contre, le Pays Basque a la capacité de se constituer à tout moment en Etat libre, en République souveraine. Mais aucun gouvernement espagnol ne saurait l'accepter, à moins d'y être forcé. Pour cela il faudra mettre à profit une crise géopolitique de l'Espagne et/ou de l'Union européenne. Dans le contexte actuel, la lutte armée n'apporte rien de positif aux Basques, bien au contraire. Certes l'échec du processus de paix est dû en grande partie à l'avarice du gouvernement espagnol. Mais ETA n'aurait pas dû retomber dans l'erreur stratégique de rompre son cessez-le-feu. On l'avait déjà vu en 1989 (Alger) et en 1999 (Lizarrar): chaque fois le camp basque est dénoncé comme seul coupable de la rupture, et chaque fois il en sort affaibli, obligé de rabattre d'un cran supplémentaire ses revendications. La reprise d'une guérilla de basse intensité ne profite visiblement qu'à l'ennemi. Pour tout dire, la lutte armée est complètement inadaptée à la situation actuelle du Pays Basque. D'un côté elle est incapable de forcer la voie de l'indépendance, de l'autre elle ne sert qu'à rendre presque impossible toute réforme, toute amélioration des autonomies existantes, le

Jean-Louis Davant

gouvernement espagnol tirant prétexte de la violence pour dire «*niet*» à toute demande des Basques.

La politique basque ne peut pas rester indéfiniment plombée par cette hypothèque. Le président Ibarretxe fait bien de lever celle-ci par son



«Prendre aujourd'hui ce qu'on peut arracher par la politique, préparer l'indépendance pour des temps plus ouverts»

projet de consulter en tout état de cause les électeurs de la Communauté autonome basque sur le statut qu'ils veulent pour le Pays Basque. Parviendra-t-il à organiser cette consultation malgré l'hostilité du gouvernement espagnol? Nous le saurons dans la toute prochaine année. De toute façon il importe d'obtenir aujourd'hui tout ce que l'on peut arracher par des voies politiques: par exemple Treviño, la participation des Basques aux institutions européennes et aux compétitions sportives internationales, des relations plus étroites entre nos trois régions officielles (CAV, Navarre, Pays Basque d'Aquitaine),

l'officialisation de l'euskara sur l'ensemble de la Navarre, une véritable autonomie judiciaire et policière dans les deux régions autonomes du Sud, les quatre demandes de Batera au Nord, la levée des lois et traitements d'exception contre les militants, les prisonniers, les organisations de la gauche basque radicale, etc.

Quant à l'indépendance des nouveaux Etats européens, n'oublions pas comment elle a été obtenue à partir de 1989: elle a été rendue possible par l'effondrement du système soviétique et yougoslave. Notre système n'est pas à l'abri d'une implosion comparable. Celle-ci a déjà failli se produire au Japon et en Corée du Sud, par la faute des apprentis-sorciers qui jouent notre avenir à la bourse comme au casino. Nous n'en sortirions évidemment pas indemnes nous non plus. Mais il est raisonnable de se préparer par la pensée stratégique et par l'organisation politique à survivre de notre mieux dans une crise géopolitique toujours possible, en ayant aussi à l'esprit l'avenir écologique de notre planète.

Dans l'immédiat, une évidence pratique: malgré toutes les répressions, ETA peut continuer indéfiniment sa guérilla de basse intensité, parce qu'il a une base sociale et que le problème basque existe plus largement. Il faut laisser à ETA une sortie honorable et pragmatique. Autre évidence également vérifiée: ETA ne peut pas régenter la politique basque. Il doit libérer sa branche politique. Sinon il se bat pour rien, ou plutôt contre son camp.

Notre couverture: Le Lehendakari J. J. Ibarretxe, au Parlement autonome de Gasteiz, après son discours annonçant le referendum.

Sur votre agenda

Urria:

✓ **Vendredi 5, de 19h à 20h, BAIONA** (Maison de la Vie Citoyenne du Polo Beyris). Première permanence du Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays Basque. Permanences, chaque premier vendredi du mois.

✓ **Samedi 6, 10h, BAIONA**. (Café du théâtre, place de la Liberté). Assemblée générale des adhérents de Baiona Berria, suivie à 12h30 d'un repas convivial. Réservation: 06 20 96 18 44.

✓ **Samedi 6, 16h, BIARRITZ** (Médiathèque). «Oralité et langage parlé» conférence en langue basque avec Andoni Egaña et Antton Lucu.

✓ **Dimanche 7, 15h30, BAIONA** (Musée Basque). Les Amis du Musée Basque proposent une conférence de Jacques Saint-Martin autour du thème: «Frédéric Bastiat pour ou contre le TGV?». Entrée libre.

✓ **Dimanche 7, 17h, HENDAIA** (Château d'Abbadia). «Les mondes basques»: vus par deux bertsularis et un comédien. Ce troisième rendez-vous du cycle «Kaperan, a capella», s'inscrira dans le cadre du

programme «Batekmilla» de l'Institut culturel basque. Avec les bertsularis Xabi Paya et Sustrai Kolina. Entrée 8 euros, nombre de places limité à 50. Réservation: 05 59 20 04 51.

✓ **Du mercredi 10 au dimanche 14, DONIBANE GARAZI et ORTZAIZE**. «Rencontres théâtrales en langue basque», organisé par l'Institut culturel basque et La Scène de Pays Baxe Nafarroa.

■ A partir du **dimanche 7 octobre**, le rassemblement traditionnel des **Mutxiko** de Biarritz qui se tient depuis novembre 2001 le **premier dimanche de chaque mois sur l'Esplanade du Casino**, sera maintenant précédé par **Kantalasai**, rassemblement populaire de chants basques. Pour les débutants, des livrets de chants seront disponibles. Désormais, **Kantalasai** commencera à **10h30** et sera suivi dès **11h30** par les **Mutxiko** organisés par l'association Biarritzeko Jauziak.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- L'euskara, une langue de musées? 4
 - La Communauté autonome basque se donne un an pour organiser un referendum... 10 et 11
- Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

Lehendakariaren urrats handiak

☞ (Suite de la page 2)

juridiko osoz. Bigarren kasuan, berriz, gizarteak agindua emanen lieke ETArri eta Espainiako gobernuari indarkeriaren amaiera helburu duen prozesuari lotzeko. Bigarren kasuko erreferendum hunek ez luke balio juridikorik, balio politiko eta soziala baizik.

Guri, egia erran, arras gustatzen zaigu urraska eginen litzatekeen bide hori. Funtsean aski da behatzea etsaiek (PP eta PSOE) edo arerioek (ezker abertzalea) zer dioten. PPK dio ez dela euskal arazorik, euskal terrorista batzuk baizik. Zertarat etorria zen bada Maria San Gil lege biltzarrerat? Utz zitzala beraz elkarrekin eztabaidatzerat euskal arazo bat badela diotenak... PSOEk berriz ez du Konstituzioaren aldatzerik pentsatu nahi ere: Espainiako lege nagusia 1978an gelditu da, blokeatuta, santa sekulako... Oroit ote dira Euskal Herrian eza nagusitu zela behiala?

Ezker abertzaleak berriz noiz jaitsiko zaizkigu ametsetarik lurrrerat? Noiz abiatuko dira errealtatetik, ametsari uko egin gabe? Noiz onartuko dute Gasteizen EAeko gauzez erabakitzen dela? Nafarrek Iruñean beharko dutela beren geroa erabaki? Halaber Iparraldean. Egoera ez da, eiki, nahiko genukeena: baina nun da hautua? EAeri, euskal lurralde aitzinatuenari dagokio bidea irekitzea eta hain erakargarri bilakatzea nun bertze lurraldeek hari lotzea baino bide hobirik ez baitute ikusiko. Anarante, erakunde armatuaren gehiegikeriek euskal mogimendua ahuldu dute eta Espainiako faxistak indartu, bereziki eskuinekoak. Orain pirka pirka PPren eragina berriz apaldu behar litzateke baina hortarako ez zaio bazka berririk eman behar gaur egiten den bezala. Noiz geldituko gara geure buruari harrika aritzetik? Zertako indarrez jarraiki, ondorioak beti eta beti gure etsaiak indartzeko direlarik, joan den hogeita zenbait urte huntan segurik? Bide hori hurbildik segitu dugunek argi eta garbi dakusagun bezala.